



ETAT DES LIEUX DES TPE T2 2025

Situation économique

ENQUÊTE DU 24 JUIN AU 29 JUIN 2025
1608 RÉPONDANTS

Appréciation des propositions budgétaires 2026

ENQUÊTE FLASH DES 16 ET 17 JUILLET 2025
1140 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

SOMMAIRE

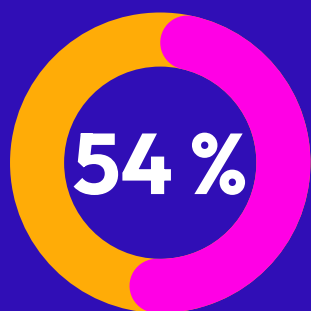
.....



- 3** INFOGRAPHIE ÉTAT
DES LIEUX
- 4** INFOGRAPHIE
BUDGET 2026
- 5** SYNTHÈSE
- 6** ÉTAT D'ESPRIT
- 7** DIFFICULTÉS DE
TRÉSORERIE
- 8** CHIFFRE D'AFFAIRES
ET CONSOMMATION
- 9** SANTÉ MENTALE
- 10** ACCÈS AU CRÉDIT
- 12** FOCUS RELATIONS
INDÉPENDANTS/
BANQUES
- 14** REVENUS
PERSONNELS
- 15** RECRUTEMENT
- 17** BUDGET 2026
- 25** PRINCIPAUX
ENSEIGNEMENTS
- 29** FOCUS BUDGET 2026



Des signaux d'alerte persistants



des répondants font encore face à des difficultés de trésorerie



86%

expriment un sentiment négatif

1 dirigeant de TPE sur 2



se verse un salaire inférieur au SMIC pour 50h de travail par semaine en moyenne

Baisse du CA pour



54%

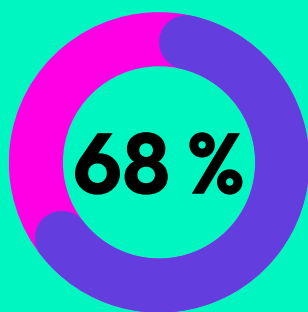
Baisse du panier moyen



81%

et une baisse des commandes de 78%

Défiance envers les politiques



ont une opinion négative voire très négative

La majorité réclame moins de dépenses publiques, moins de fonctionnaires, et une contribution plus forte des grandes entreprises

Avis sur l'équilibre budgétaire

96%

des dirigeants de TPE sont pour la réduction des dépenses de l'État

Santé mentale : un vrai point d'alerte

48%

des dirigeants de TPE ont envisagé de tout arrêter pour des raisons psychologiques

80%

déclarent se sentir isolés

Ces chiffres confirment une usure mentale grandissante chez les dirigeants de TPE

Relations avec les banques



ont des difficultés à honorer le remboursement du PGE



des crédits de trésoreries sont refusés

BUDGET 2026

Avis des artisans, commerçants,
libéraux et dirigeants de TPE



MESURES SOUTENUES

97%

veulent une simplification administrative rapide.

91%

approuvent un encadrement des arrêts maladie courts et longs.

87%

approuvent la réorganisation des agences publiques.

85%

veulent une année blanche sur le budget des administrations centrales.

82%

approuvent la réforme de l'UNEDIC en vue d'inciter à la reprise du travail.

79%

approuvent le contrôle de la fréquence des visites et examens médicaux.

79%

soutiennent une taxe sur les colis hors UE.



MESURES REJETÉES

72%

sont contre la suppression de 2 jours fériés.

71%

désapprouvent le gel des retraites.

70%

désapprouvent le doublement de la franchise médicaments.

69%

désapprouvent la réforme de l'abattement de 10% des pensions de retraites.



VOTE DES MESURES

68%

estiment qu'il y a peu de chances que les mesures soient votées compte tenu de la composition actuelle de la représentation nationale.

Synthèse

Des signaux d'alerte persistants

État d'esprit

Les dirigeants de TPE affichent un moral toujours très dégradé : 86 % déclarent un état d'esprit négatif avec une majorité se disant inquiets (41 %) ou désabusés (27 %).

48 % ont envisagé de tout arrêter pour des raisons psychologiques, et 80 % déclarent se sentir isolés

Des trésoreries toujours sous pression

Malgré une légère amélioration, 54 % des TPE rencontrent encore des difficultés de trésorerie. Les causes évoquées sont multiples : charges trop lourdes, marges faibles, fiscalité perçue comme pénalisante...

Cette situation est amplifiée par le refus de prêts bancaires et un accès au crédit dégradé : seules 53 % des demandes de crédit de trésorerie sont intégralement acceptées.

Une activité en berne et un pouvoir d'achat dégradé

Près d'un indépendant sur deux (54 %) constate une baisse de son chiffre d'affaires au T2 2025. La baisse du panier moyen (81 %) et du volume de commandes (78 %) fragilise directement leur activité. Résultat : 51 % des dirigeants ne peuvent se rémunérer au-delà du SMIC.

Toutefois, il est important de noter qu'au premier trimestre, la baisse du chiffre d'affaire s'élevait à 69%. Cependant, cette amélioration n'a eu aucun impact sur les niveaux de rémunération des chefs d'entreprise.

Les relations se tendent avec les établissements bancaires

Près d'un quart des crédits de trésorerie sont refusés et de nombreux témoignages expriment une forte tension dans les relations avec les banques de manière générale.

De plus, un tiers des entreprises remboursent encore un PGE, et près de 6 sur 10 disent avoir des difficultés à honorer leurs remboursements (dans 81% des cas, les demandes d'étalement sont refusées par les banques).

Le recrutement reste marginal

Seules 14 % des TPE déclarent être en phase de recrutement. Les freins sont clairs : manque de trésorerie, niveau des charges, pénurie de profils adaptés... Parmi celles qui recrutent, plus de la moitié signalent un manque de motivation ou de compétences chez les candidats.

Un climat de défiance envers les politiques

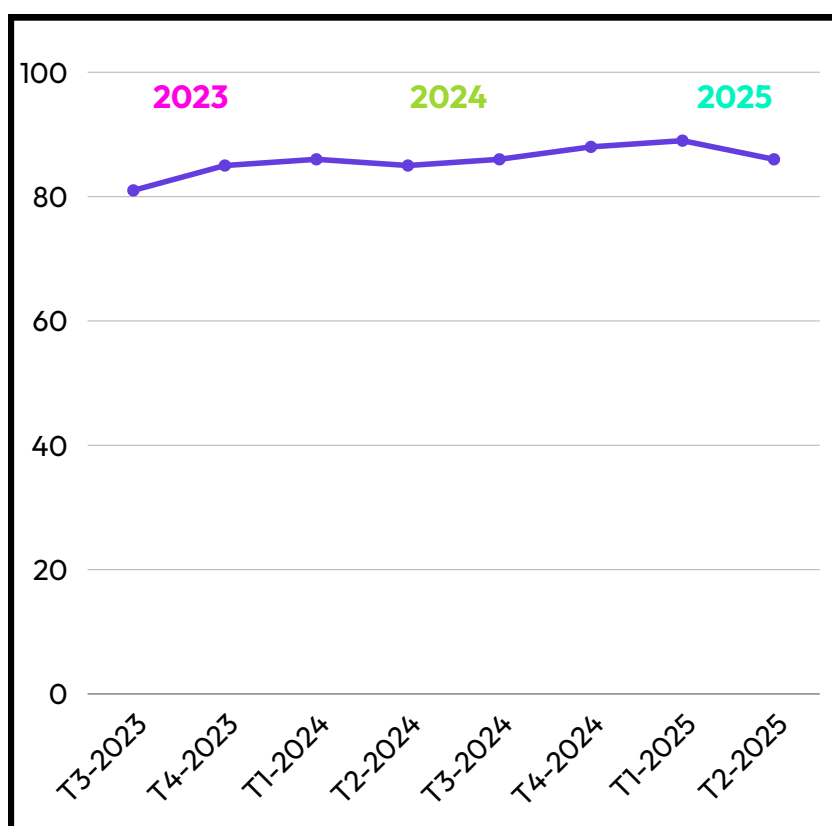
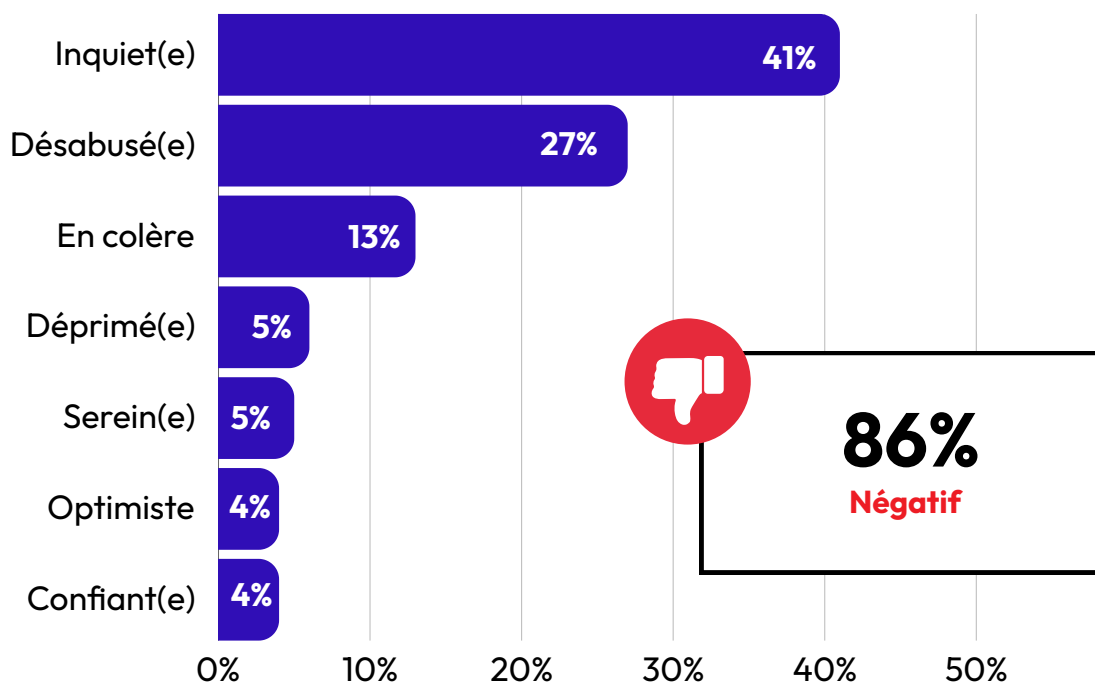
La défiance envers le gouvernement Bayrou est nette : 68 % des répondants ont une opinion négative voire très négative.

PLF et équilibre budgétaire

Les indépendants et dirigeants de TPE prônent la baisse réelle des dépenses de l'État, un retour à la valeur travail et s'opposent à toute augmentation de la fiscalité ou pénalisation du pouvoir d'achat.

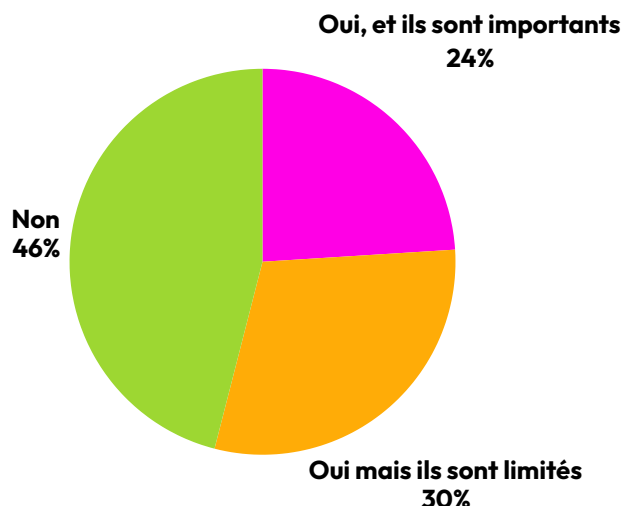
État d'esprit

Quel est votre état d'esprit actuel en qualité de chef d'entreprise ?



Difficultés de trésorerie

Faites-vous actuellement face à des problèmes de trésorerie ?



54% des TPE ont des difficultés de trésorerie à des degrés divers.

↘ Contre 59% au T1

Témoignages

“ Activité en baisse lors du premier trimestre, ce qui m'a mis en difficulté financière. Refus de prêt de trésorerie pour la banque ”

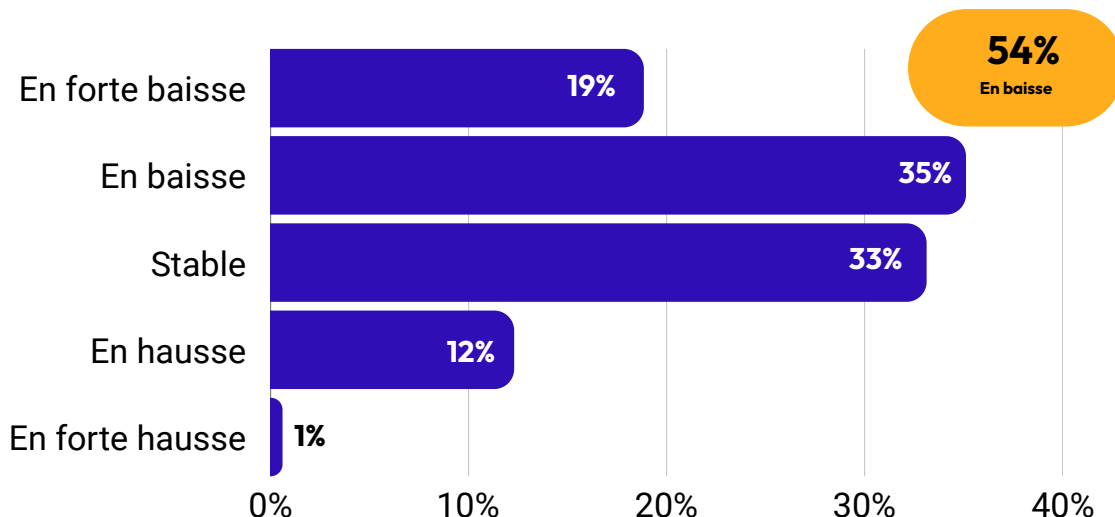
“ Coup du travail trop élevé, charges trop élevées, inflation destructrice, la France est en crise sans aucune réaction de l'État! ”

“ L'après covid nous a fait mal même très mal... et de plus les charges augmentent. Le télétravail, les tickets restaurant qui servent à acheter les courses dans les hyper marchés, pour nous les restaurateurs c'est un manque à gagner ”

“ En fait dès que je fais un mois positif, je donne mon + à la TVA . Donc je n arrive pas à avoir de la trésorerie. Faisons payer de la TVA aux sites étrangers et baissions la notre!! ”

Chiffre d'Affaires

Comment qualifieriez-vous votre niveau d'activité au deuxième trimestre 2025 comparé au trimestre précédent (T1 2025) ?



Diminution du chiffre d'affaires pour **54% des TPE**

↗ Contre 69% au trimestre précédent

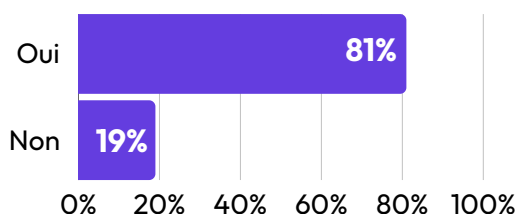
19% d'entre eux pensent **cesser leur activité** au cours de l'année 2025.

↗ Contre 23% au trimestre précédent

Consommation

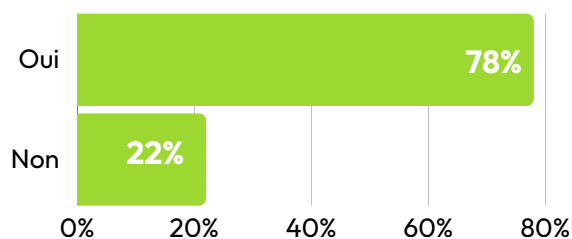
B2C

Constatez-vous une baisse du panier moyen de votre clientèle ?



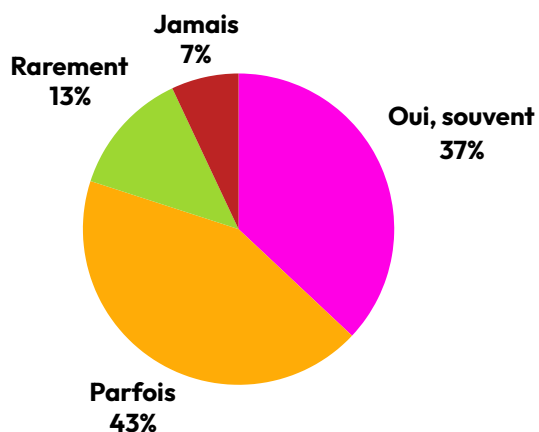
B2B

Constatez-vous une baisse du volume de commandes ?

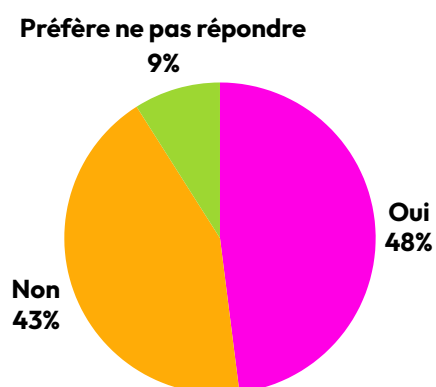


Santé mentale

Ressentez-vous un sentiment d'isolement ou de solitude dans votre activité ?



Sur les deux dernières années, avez-vous déjà envisagé de tout arrêter pour des raisons de santé mentale ou d'épuisement ?

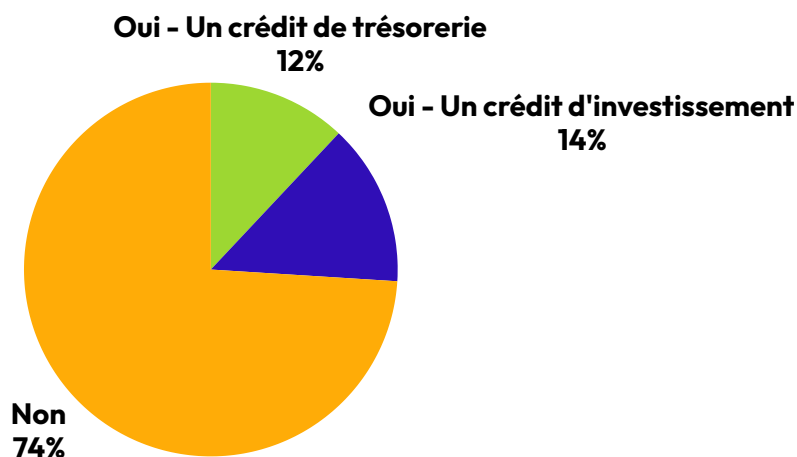


Près de la moitié des indépendants ont déjà envisagé de cesser leur activité pour des raisons de santé mentale

Ces chiffres font échos à la récente enquête de BPI France déclarant que seulement 68% des dirigeants de TPE-PME se considèrent en bonne santé mentale (contre 76 à 80% les années précédentes).

Crédits

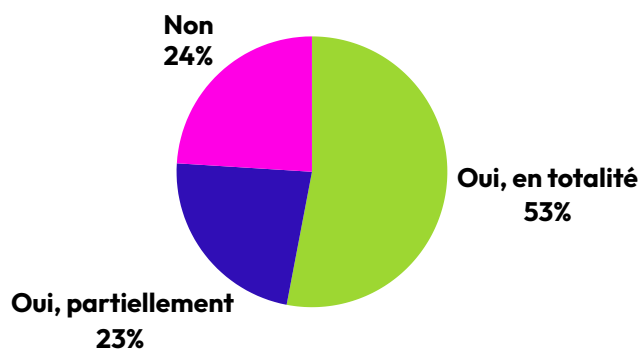
Avez-vous sollicité un crédit bancaire (autre que pour le remboursement d'un PGE) sur les 6 derniers mois ?



26% des entreprises ont sollicité les banques au T2 2025.

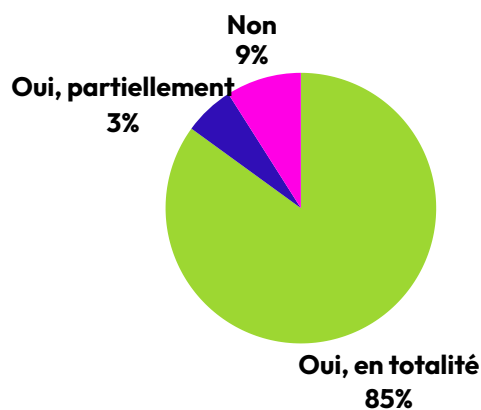
Crédit de trésorerie

Cette demande de crédit a-t-elle été acceptée ?



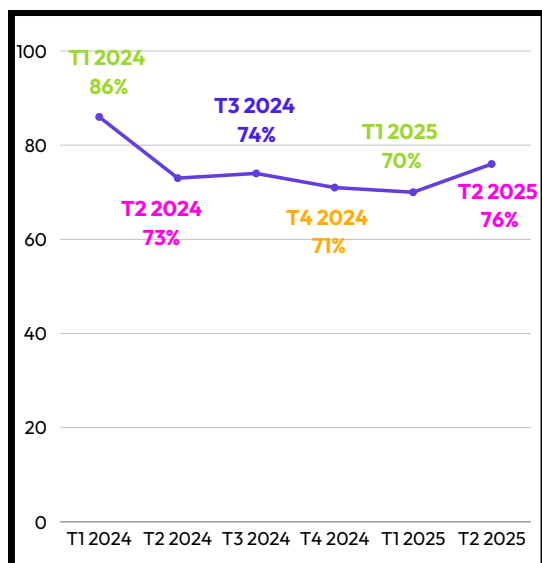
Crédit d'investissement

Cette demande de crédit a-t-elle été acceptée ?



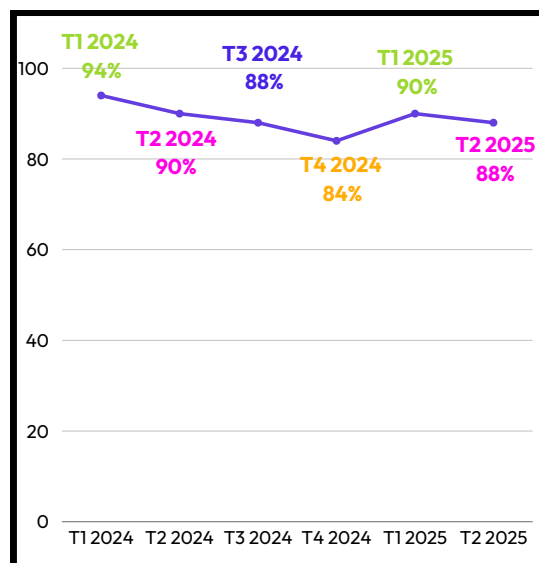
Crédit de trésorerie

Evolution du taux d'acceptation



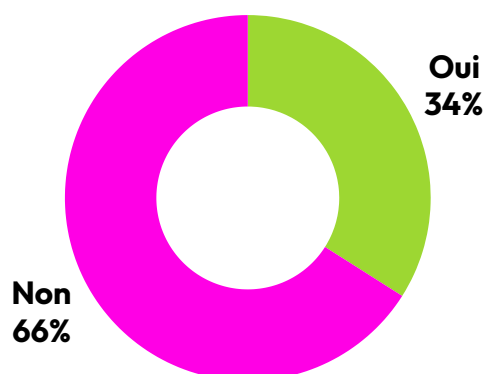
Crédit d'investissement

Evolution du taux d'acceptation

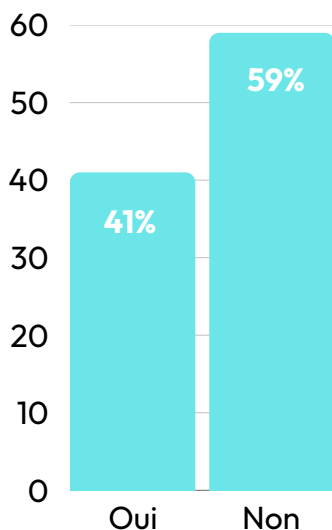


PGE

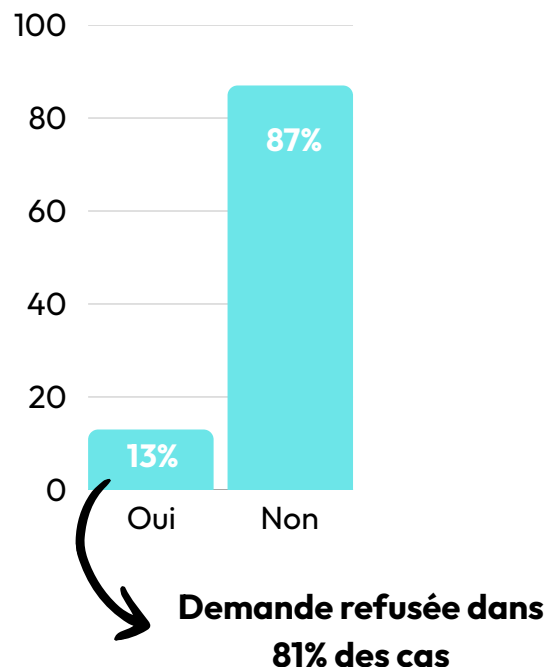
Avez-vous un PGE en cours de remboursement ?



Éprouvez-vous des difficultés à rembourser ce PGE ?



Avez-vous sollicité votre banque pour renégocier l'étalement du solde restant dû de votre PGE ?



Focus relations indépendants/banques

Lors de l'étude des résultats de cette enquête, de nombreux commentaires concernaient la dégradation des relations entre les indépendants et leur banque. Le syndicat prévoit ainsi une prochaine enquête sur le sujet. En attendant, voici quelques commentaires issus de l'enquête baromètre :

“ Un gros problème avec les banques qui tardent à faire les virements des factures clients, entre 1 à 3 semaines de retard gênant le règlement des artisans, fournisseurs, tva, salaires...” ”

“ La banque ne croit plus en mon secteur. ”

“ Je suis en maladie depuis plusieurs mois et mes salariés n'ont plus d'activité par le blocage brutal de LCL. ”

“ Le ralentissement de l'activité et les prix en hausse ont réduit la marge bénéficiaire ce qui induit un manque de confiance des banques. ”

“ Les banquier traînent les pieds et ne répondent pas. ”

“ Le CIC ne finance plus de crédit de trésorerie et n'autorise plus de découvert pour les boulangerie. ”

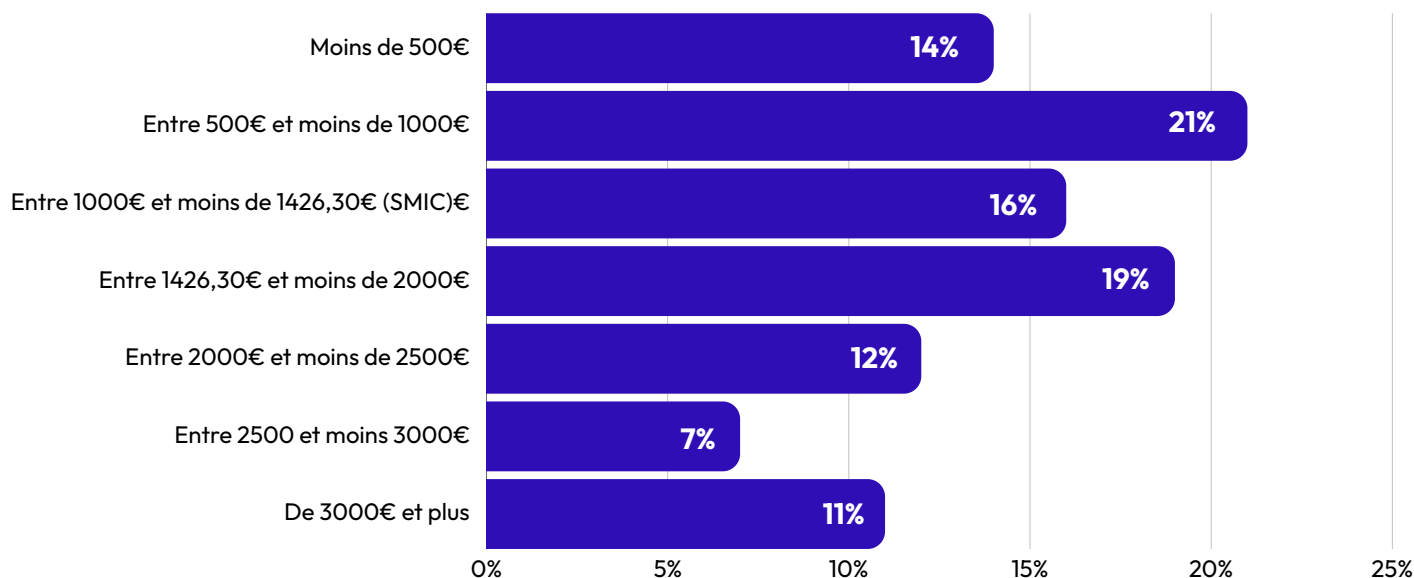
“ Ils me demandent de faire un crédit a titre perso... Ils ne prennent aucun risque alors que j'ai de l'argent sur un compte excédent pro. ”

“ Quand j'ai demandé de l'aide à ma banque pour étaler mon PGE, il m'a été répondu que je serais marquée à l'encre rouge auprès de la Banque de France ”

“ Après m'avoir accordé un financement sur le remplacement de mon véhicule, la banque s'est rétractée et j'ai perdu 31 000 € d'acompte. J'ai donc décidé de quitter la Banque Populaire pour ouvrir un compte actif au crédit mutuel. Comme il n'y a plus de mouvement à la Banque Populaire, la banque a refusé de décaler les échéances du PGE! ”

Revenus personnels

Au deuxième trimestre 2025, vos revenus personnels sont de (en moyenne par mois).



Tout comme au T1, pour 51% des chefs d'entreprise, leur rémunération ne dépasse pas le SMIC au T2 2025

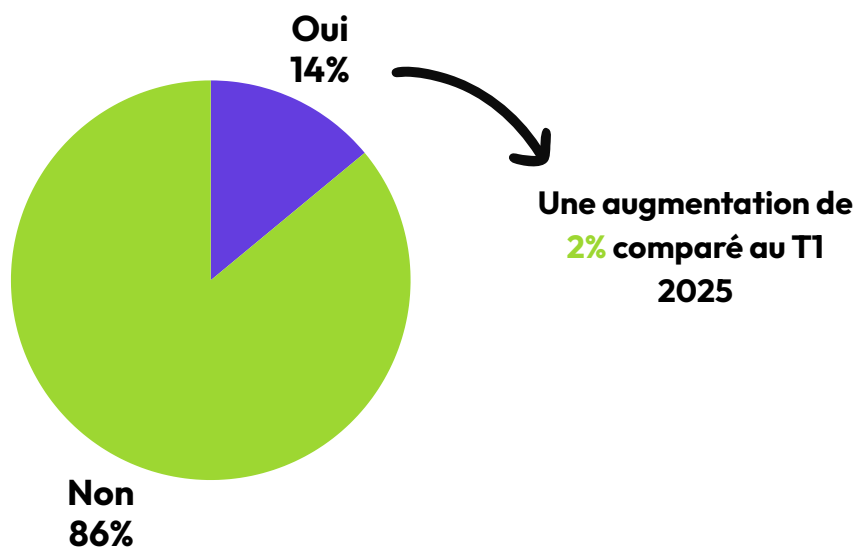

+2 points par rapport à l'année 2024



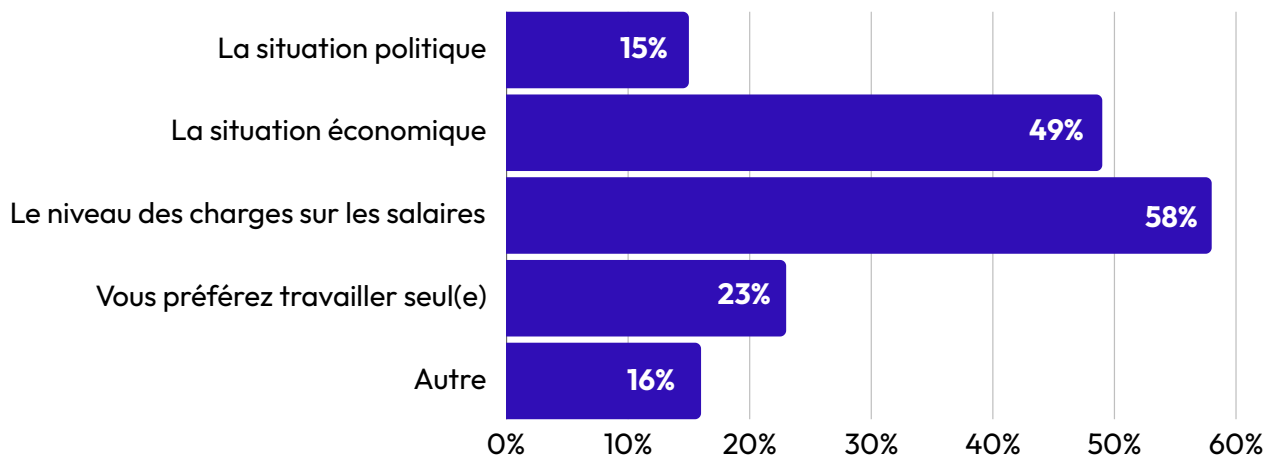
À noter que l'augmentation générale de chiffre d'affaires observée précédemment n'a pas eu pour effet d'augmenter les revenus personnels des chefs d'entreprises

Recrutement

Êtes-vous actuellement à la recherche de personnel ?



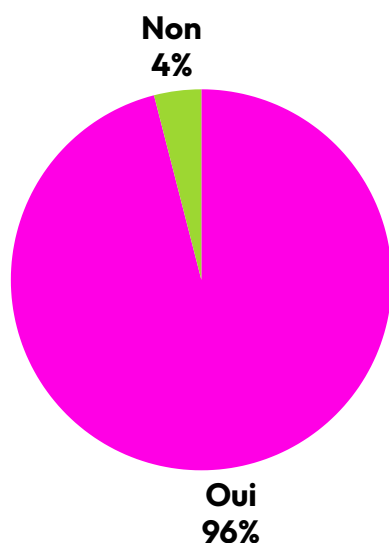
Cette absence de recherche de personnel est-elle en lien avec (plusieurs réponses possibles) :



Les autres raisons :

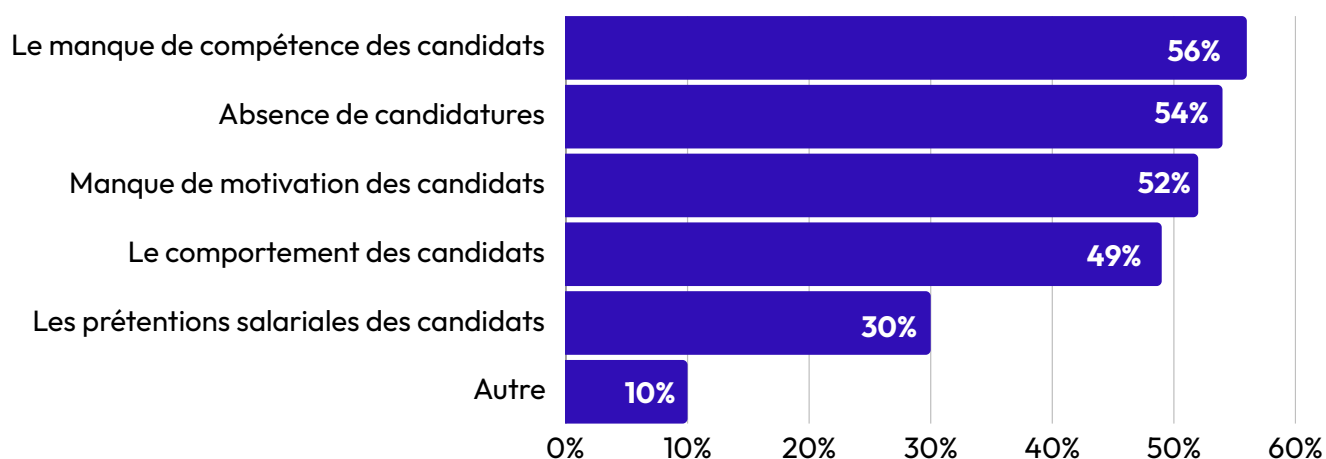
Manque de candidats Complexité de trouver un bon salarié
 Problème de trésorerie Equipe complète
 Manque de temps Pas assez d'activité
 Pas besoin Remboursement du PGE
 Compiqué et chronophage

Rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?

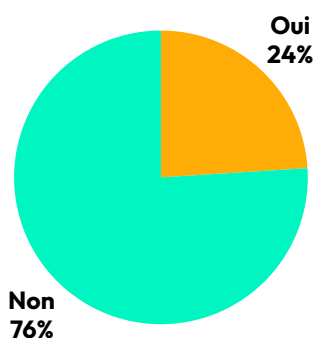


 Contre 92% de oui au T1

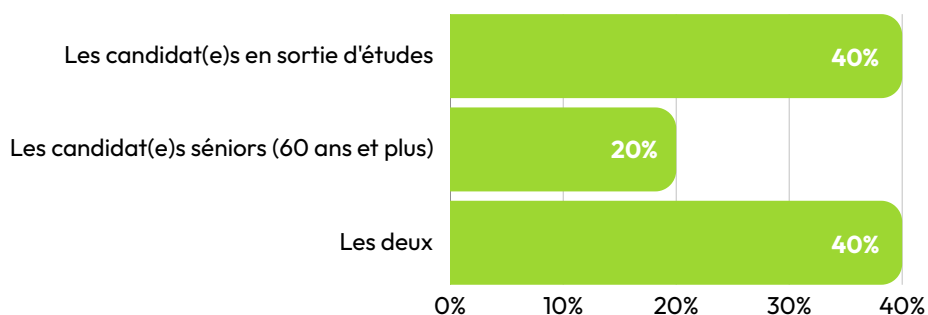
Pour quel(s) motif(s) avez-vous du mal à recruter ? (Plusieurs réponses possibles)



Êtes-vous réticent à recruter certains profils en raison de leur âge ?



Votre réticence porte plus particulièrement sur :

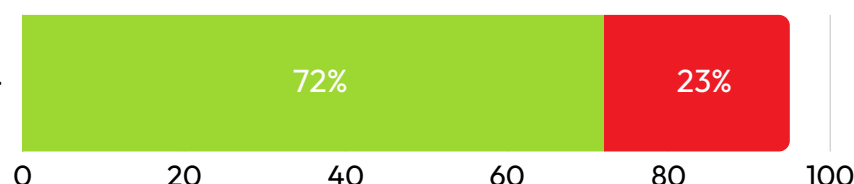


Budget 2026

À la suite du discours de François Bayrou sur les grandes orientations de la politique budgétaire pour 2026, le SDI a souhaité recueillir à chaud les réactions des chefs d'entreprise. C'est pourquoi une enquête flash spécifique a été ajoutée à ce baromètre T2, afin de mesurer l'état d'esprit des dirigeants de TPE face aux annonces et aux perspectives économiques évoquées.

● Pour ● Contre

Non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 3 partant à la retraite :

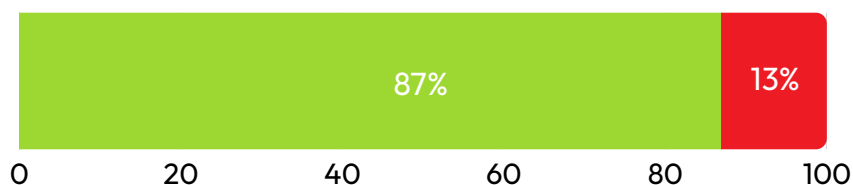


“ Le nombre de fonctionnaires n'a cessé d'augmenter pour un service public qui n'est pas efficace. ”

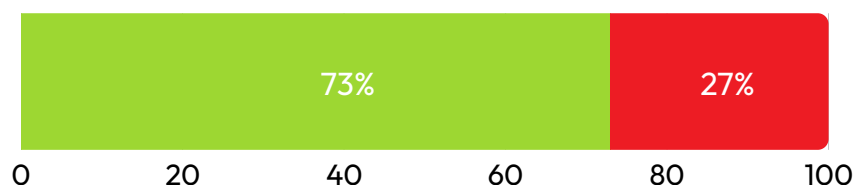
“ L'éducation nationale, les hôpitaux et autres services publics ont besoin de personnels. ”

“ Equilibrer les postes indispensables (santé, sécurité, défense) et supprimer les postes non essentiels (notamment administratifs) ”

Réorganisation (fusion / suppression) des agences opérateurs de l'État :



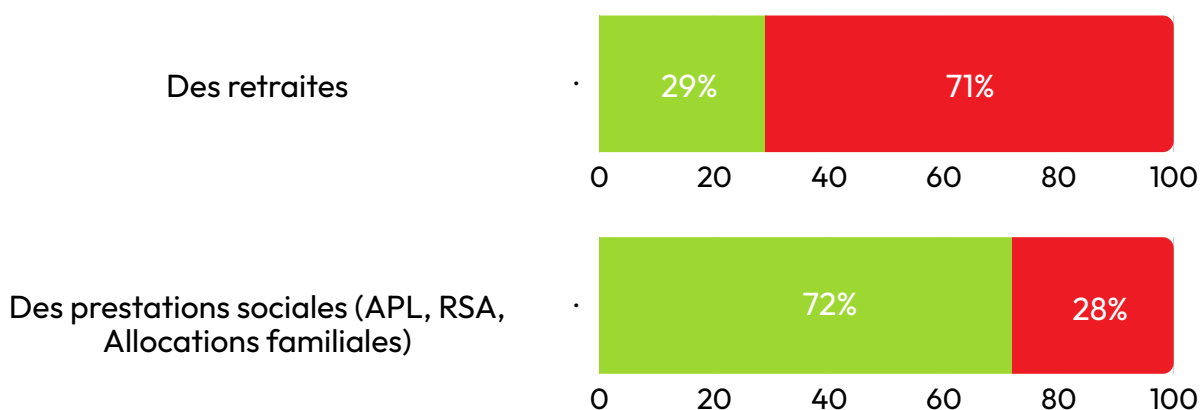
Évolution des dépenses des collectivités locales plafonnée au même niveau que la croissance (production de richesses du pays soit environ 0,7% cette année selon la Banque de France):



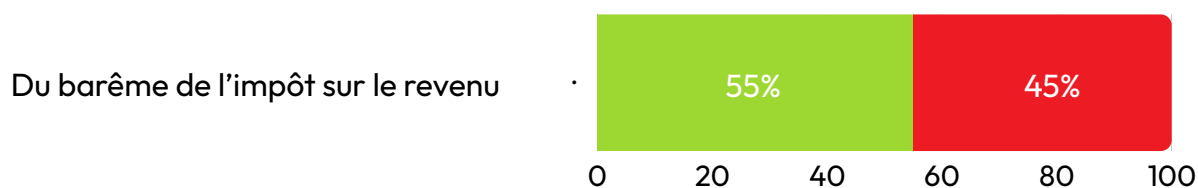
“ Limiter les dépenses inutiles et profondément bêtes ok mais dans les petits villages ça n'est pas la même chanson. ”

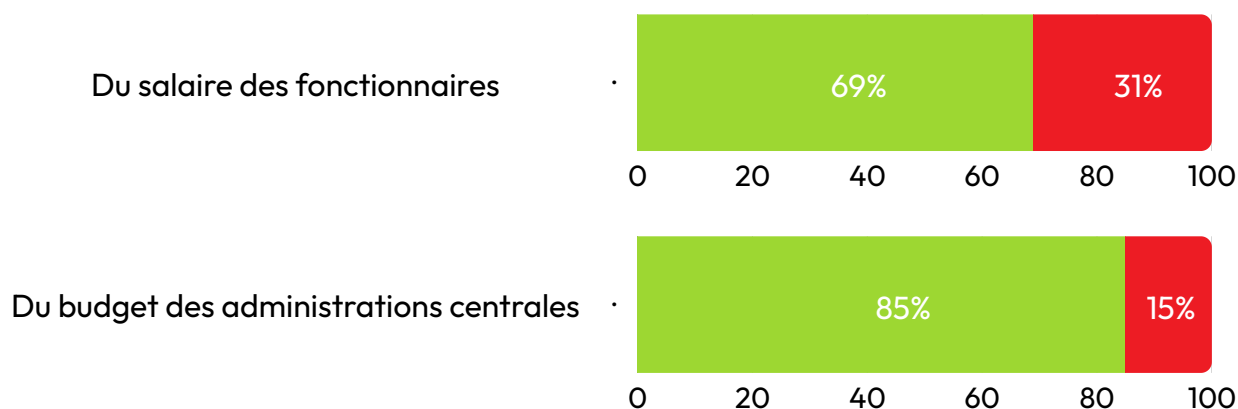
“ Il faut envisager des réductions de dépenses plus conséquentes. ”

Une année blanche (absence de revalorisation annuelle à hauteur de l'inflation):

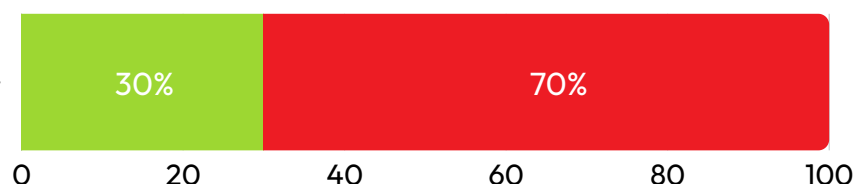


“ Les retraités sont aussi nos clients ainsi que les personnes qui travaillent et ont besoin des allocations pour boucler les fins de mois. ”





Augmentation de 50€ à 100€ (doublement) de la franchise annuelle sur le remboursement des médicaments :



“ La seule raison aujourd'hui de rester en France c'est notre couverture sociale il ne faudrait pas y toucher ! ”

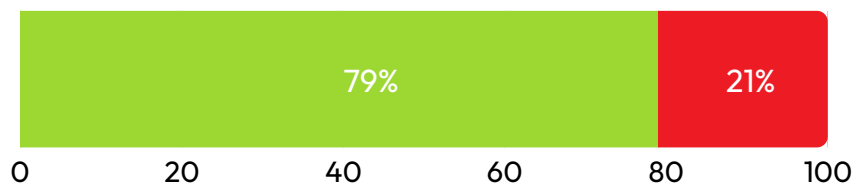
“ La santé serait en péril, n'allons pas vers une santé "américaine". ”

“ On cotise ! Et on a des mutuelles ! S'ils font ça alors on supprime les cotisations... on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre ! ”

“ C'est plus de personnes qui ne vont pas se soigner et coûter bien plus cher par la suite ! ”

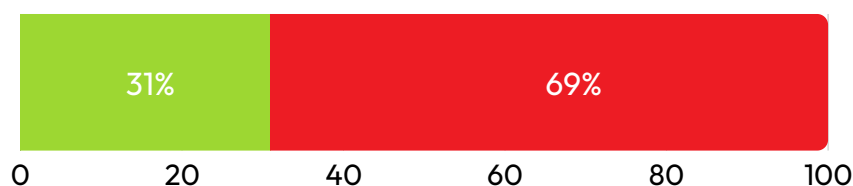
“ Mieux encadrer les pratiques du prescripteur et éduquer les patients à ne pas être des consommateurs. Les soins et les médicaments ne sont pas "gratuits", ils sont couverts par la CPAM. ”

Le DMP (Dossier Médical Partagé) obligatoire pour que tous les professionnels de santé puissent connaître l'historique médical des patients (contrôle de la fréquence des visites et examens médicaux) :



“ A condition que le dossier et ses données ne soient pas confiés à une entreprise privée et que les données restent personnelles. ”

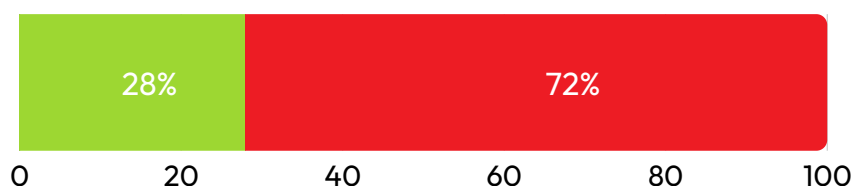
La réforme de l'abattement de 10% sur les pensions de retraite au profit d'un abattement forfaitaire de 2.000€ (augmentation de l'impôt sur le revenu au-delà de 20.000€ annuels de revenus du foyer fiscal) :



“ Les retraités ont un droit majeur : profiter de leur retraite; ils ont beaucoup donné déjà... La retraite n'est pas un dû. Ils ont travaillé pour l'avoir donc non. ”

“ Au-delà de 50 000 ce serait bien de taxer les riches et pas la classe moyenne. ”

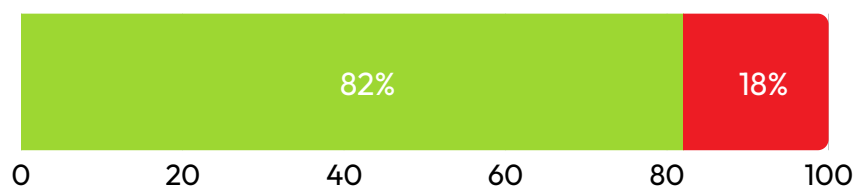
La suppression de 2 jours fériés :



“ Inadmissible, encore ceux qui bossent qui contribuent... un scandale ! ”

“ Je pense qu'il y a d'autres solutions, revenir au 39h par exemple, cela réglerait le problème des retraites et on y gagnerait en productivité. ”

La réforme de l'UNEDIC en vue d'inciter à la reprise du travail :

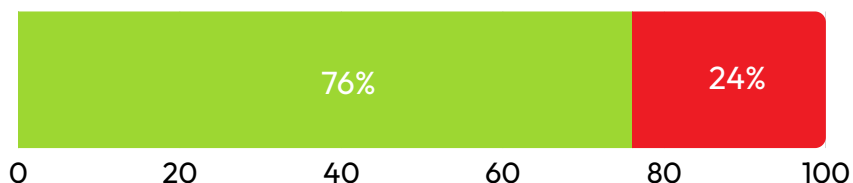


“ Encore faut-il qu'il y est du travail.
Coût du travail trop cher et donc pas concurrentiel. ”

“ Remettons la France au travail !
Il serait temps, le social a assez duré. ”

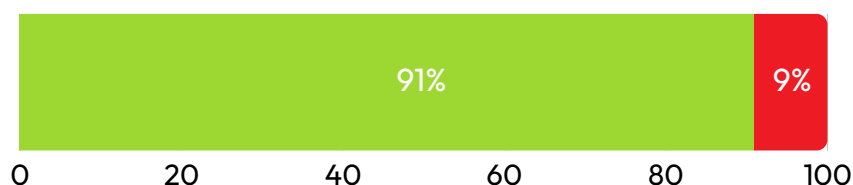
“ Faire une véritable formation aux conseillers de France travail, et arrêter de bloquer les fonds pour les personnes qui cherchent un vrai job et non pas juste leur proposer un travail alimentaire mal rémunéré. ”

Une réforme du mode de financement de la protection sociale en vue de moins faire peser ce financement sur le travail (charges patronales et/ou salariales) :

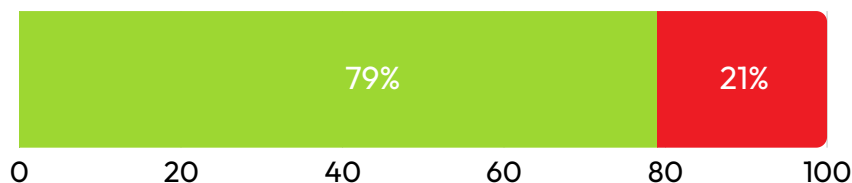


“ Attention ! Je suis pour le maintien des cotisations sur salaires pour la retraite, la santé et le chômage puisque c'est une forme de capitalisation... mais je suis pour l'allègement des charges sur les salaires, notamment TOUS LES IMPÔTS ET LES TAXES ! Ras le bol... ”

Un encadrement des arrêts maladie courts et longs :

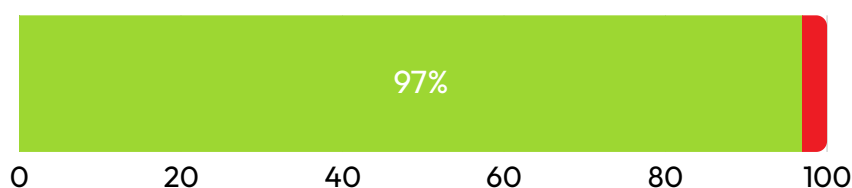


Une taxe sur les petits colis importés en provenance de pays hors Union Européenne :



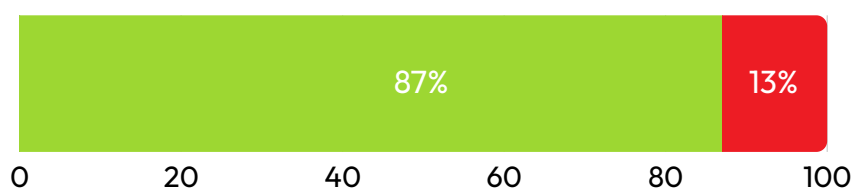
“ Obligatoire car c’est une concurrence déloyale. Il faut aussi que les français prennent conscience de cette fast fashion si délétère pour l’environnement et pour l’exploitation de ces humains. ”

Établir une liste des simplifications administratives attendues par les entreprises en vue de légiférer par une procédure rapide :

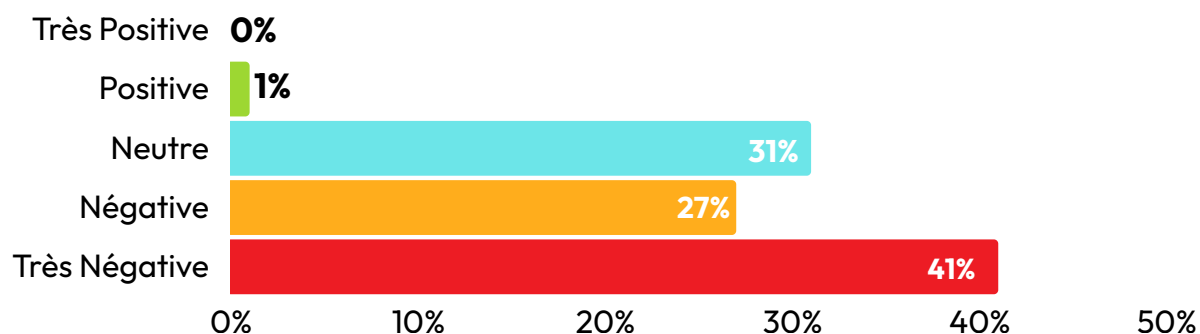


“ Le chef d’entreprise croule sous les administrations, les politiques mentent depuis des dizaines d’années sur la simplification... ”

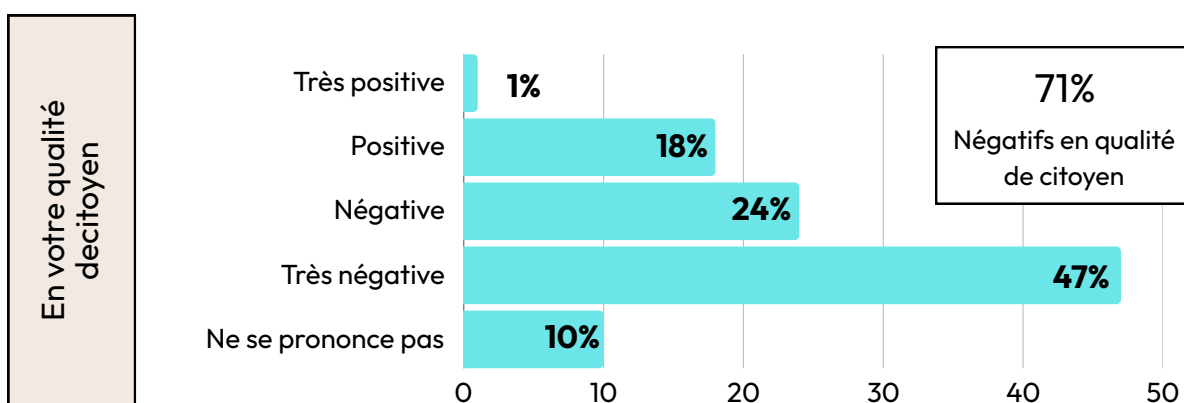
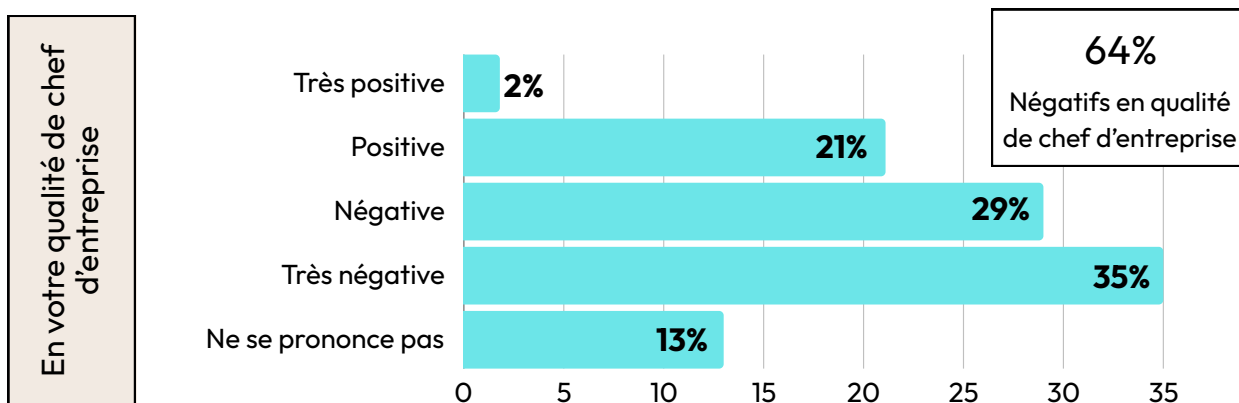
La création d'une ASU (Allocation Sociale Unifiée) : le principe consiste à plafonner les aides sociales perçues :



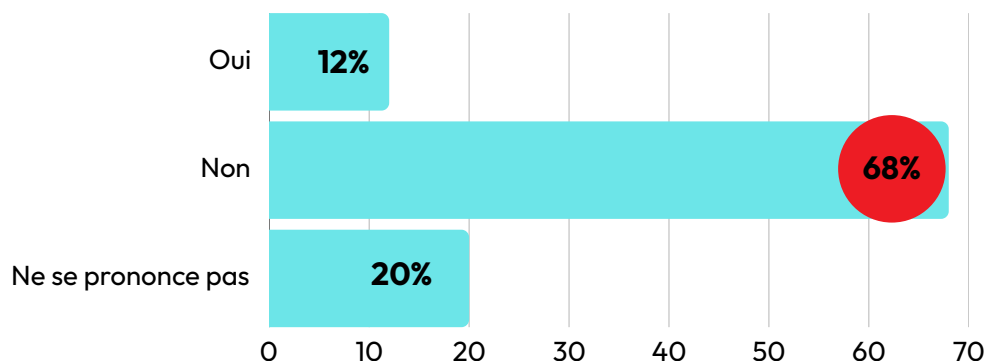
Quelle est votre opinion générale sur le gouvernement dirigé par François Bayrou ?



Quelle est votre opinion générale sur le plan détaillé par le Premier Ministre ?



Quelle que soit votre opinion sur ce plan, estimez-vous qu'il a une chance d'être voté compte tenu de la composition actuelle de la représentation nationale (Assemblée Nationale et Sénat) ?



“ N'y a pas de majorité cela va être compliqué et de plus toutes ces mesures sont vraiment injustes. Nous aurions pu proposer de tailler plus dans les dépenses de l'état où bon nombre d'économies sont possibles ”

“ Plus aucune confiance dans le gouvernement. ”

“ L'État cherche toujours à financer ces dépenses excessives en diminuant le pouvoir d'achat de Mr et Mme Tout-le-Monde. Il ferait mieux de stimuler le travail en augmentant les salaires. Arrêter de financer les bas salaires au lieu d'aider les salaires supérieurs au SMIC. Nos petites entreprises pourraient augmenter le salaire de nos salariés. Soutenir les bas salaires entraîne l'appauvrissement. ”

“ Nous attendons des réformes structurelles, pas des mesurette pour protéger leurs privilèges- que les politiques arrêtent de prendre les Français pour des tiroirs-caisses. ”

Les principaux enseignements

L'absence de perspectives claires pèse sur l'activité des TPE

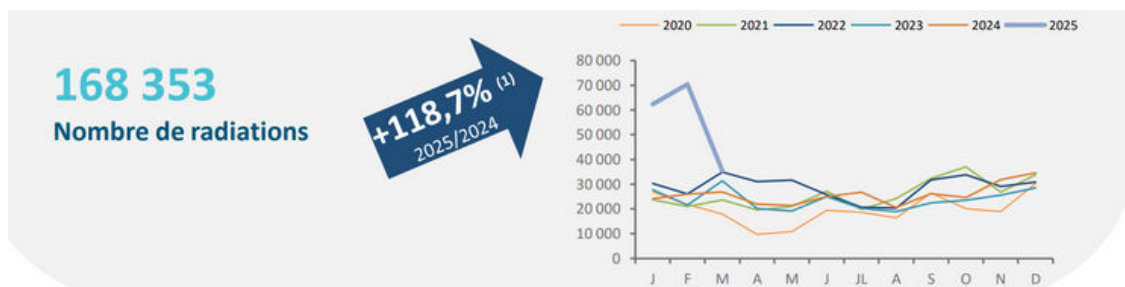
Inquiets voire désabusés, les indépendants peinent à voir le bout du tunnel

Les traces de l'hécatombe du premier trimestre 2025

Au fil des trimestres, le moral des professionnels indépendants et dirigeants de TPE ne parvient pas à se redresser.

L'hécatombe du dernier trimestre en termes de radiations volontaires et de liquidations judiciaires, au-delà des chiffres agrégés, revêt une réalité concrète sur le terrain : les professionnels constatent la disparition de leurs collègues et sont inquiets pour leur propre avenir dans un contexte économique qui ne donne aucun signe d'amélioration à court-moyen terme.

Évolution des radiations d'entreprises T1 2024 / T1 2025



Source : CNGTC - Conseil National des Greffes des Tribunaux de Commerce - Juin 2025

La séquence catastrophique de la franchise en base de TVA à 25.000€

Les attermoissements des pouvoirs publics au sujet de la franchise en base de TVA au long du premier semestre ont sans doute largement contribué à la baisse constatée des créations d'entreprises ainsi qu'aux cessations volontaires d'activité. Cet épisode a en effet permis de mettre au jour une réalité économique dans laquelle le micro-entrepreneur n'est pas seulement ce freelance derrière son ordinateur ou ce coach sportif à temps partiel, mais aussi 200.000 entreprises du commerce et de l'artisanat ayant pignon sur rue notamment dans les secteurs ruraux et semi-ruraux.

Le dispositif annoncé aurait totalement bouleversé le modèle économique de ces structures jusqu'à les rendre non viables.

Des conséquences directes sur la santé mentale de nos dirigeants

Selon l'enquête BPIFrance-Lelab de mai 2025, 32% des dirigeants d'entreprises se déclaraient en mauvaise santé psychologique, soit un chiffre en hausse de 8 points par rapport aux années précédentes.

Le SDI a souhaité apporter son éclairage dans la présente enquête en interrogeant les professionnels indépendants et dirigeants de TPE sous l'angle "chefs d'entreprise".

Il en ressort qu'en cette qualité, 80% d'entre eux ressentent souvent (37%) ou parfois (43%) un sentiment de solitude dans leur activité.

Près de la moitié d'entre eux ont envisagé de cesser leur activité sur ces dernières années pour des raisons de santé mentale ou d'épuisement.

Par définition, ceux qui répondent à nos enquêtes n'ont pas sauté le pas. Mais combien l'ont fait ?

Voici sans doute un sujet à traiter dans le cadre de la santé au travail.

Les principaux enseignements

Des chiffres d'affaires toujours majoritairement en baisse (54%)

54% des TPE constatent une baisse de leur CA entre le T1 2025 et le T2 2025

Ce chiffre est meilleur que celui du trimestre précédent où 69% des répondants signalaient une baisse de leur CA d'un trimestre sur l'autre (fin 2024-début 2025).

Il marque pour autant pour un certain nombre de professionnels une aggravation de la situation au constat d'une baisse du panier moyen pour les activités B2C (81% des répondants) et du volume des commandes en B2B (78% des répondants).

Des rémunérations maintenues en dessous du SMIC pour 51% des dirigeants

Ce chiffre est identique à celui du T1 2025 et doit être éclairé par les 48h de travail hebdomadaire des professionnels indépendants identifiés par l'INSEE.

Concrètement, pour un SMIC payé 11,88€/heure par un employeur à son salarié, le dit employeur au SMIC se rémunère 6,86€/heure.

Les relations avec les partenaires se tendent

Un accès aux crédits de trésorerie en amélioration

Avec un chiffre de 76% au T2 2025 contre 70% au T1 2025, le taux d'acceptation des crédits de trésorerie accordés par les banques aux TPE est en net redressement, sans toutefois atteindre les 86% du T1 2024.

Ce chiffre, facialement positif, peut être interprété de deux façons :

- les établissements bancaires ont assoupli leurs conditions d'octroi de crédits de trésorerie;
- le taux plus élevé d'entreprises qui sollicitent un crédit de trésorerie présentant une situation financière plus satisfaisante du point de vue des critères d'octroi.

Au regard des commentaires qui ont accompagné les réponses à cette question, la première alternative semble devoir être écartée.

La seconde peut aussi être appuyée par le nombre important d'entreprises qui ont fermé leurs portes au premier trimestre (168.000 radiations correspondent à 5% des TPE en activité), si bien que celles qui se présentent au guichet des banques sont proportionnellement en meilleure situation financière.

Une baisse de l'accès aux crédits d'investissement

Traditionnellement à des niveaux très élevés, le taux d'acceptation des crédits d'investissement à 88% au T2 2025 est en léger recul par rapport au T1 2025 (90%) sans pour autant qu'il s'agisse à ce stade d'un signal d'alarme.

La montée en puissance de commentaires négatifs sur le partenaire bancaire

Un fait significatif de la présente enquête est le volume inhabituellement élevé de commentaires négatifs à propos du partenaire bancaire.

Globalement, il semble que les établissements bancaires tirent les conséquences de la crise économique en cours, soit en durcissant les conditions d'octroi des prêts au cas le cas, soit en mettant au ban telle ou telle branche professionnelle (la boulangerie est citée).

Il ne s'agit à ce stade que de conjectures.

C'est pourquoi le SDI lancera à la rentrée une enquête spécifique sur le sujet.

Les principaux enseignements

Le PGE : un sujet bientôt épuisé ?

Des PGE en cours de remboursement

Au fil des trimestres, le nombre de professionnels indiquant devoir encore finir de rembourser leur PGE est en baisse pour atteindre 34% dans la présente enquête.

Des difficultés persistantes pour les titulaires de PGE

En ligne avec nos enquêtes précédentes, les professionnels titulaires d'un PGE éprouvent majoritairement (59%) des difficultés à le rembourser.

Opposition des banques à l'étalement des PGE

Les professionnels sont peu nombreux à demander un nouvel étalement de leur PGE, non pas parce qu'ils n'éprouvent aucune difficulté à le rembourser mais parce qu'ils souhaitent se débarrasser au plus vite de cette dette, quitte à réduire leurs investissements et/ou leur rémunération pour y parvenir.

En tout état de cause, ceux qui sollicitent leur banque pour un étalement se voient opposer un refus dans 81% des cas, signe que les établissements cherchent à recouvrer au plus vite cette créance malgré la garantie de l'État.

Les PGE arrivent massivement à terme en avril 2026

Contractés dans leur très grande majorité en mars - avril 2020, la dernière mensualité de remboursement de la plupart des PGE interviendra en avril 2026 si bien que le sujet devrait être épuisé à cette date.

La question qui se posera alors est de savoir dans quelle mesure arriveront à rebondir les entreprises qui ont restreint leurs investissements au moins depuis 2024 pour assurer le remboursement de cette dette.

Des freins persistants pour le recrutement

Une recherche de personnel plus active

Le taux de recherche de personnel sur le second trimestre 2025 ressort légèrement en hausse (+2 points) par rapport au premier trimestre avec 14%.

Une recherche de personnel contrariée pour 96% des répondants

Les professionnels indépendants et dirigeants de TPE éprouvent les plus vives difficultés à satisfaire à leurs besoins de recrutement sans pouvoir départager les motifs suivants cités à égalité :

- Manque de compétences;
- Absence de candidatures;
- Manque de motivation des candidats;
- Savoir-être des candidats.

En tout état de cause, la question des prétentions salariales n'est pas un véritable frein au recrutement.

Le poids des charges sur les salaires : premier frein de ceux qui n'embauchent pas

Cet item cité à 58%, largement devant la situation économique (49%) ou politique (15%), est tout aussi récurrent qu'irrésolu à ce stade.

Sachant que 86% des 3 millions de dirigeants de TPE n'embauchent pas, le réservoir d'emplois potentiel en cas de baisse des charges sur les salaires est immense.

Les principaux enseignements

L'absence de discrimination liée à l'âge

Interrogés sur la question de savoir si un candidat “trop jeune” en sortie d'étude ou sénior (60 ans et plus) constitue une barrière à l'embauche, 76% des dirigeants de TPE répondent par la négative.

Il est une nouvelle fois dommage sur ce point que les partenaires sociaux se soient contentés en ce qui concerne le CVE (Contrat de Valorisation de l'Expérience) de négocier les seules conditions de fin de contrat sans s'intéresser à la question des charges attachées à tout contrat de travail, CVE inclus.

Gouvernement : la grande défiance

1% d'opinion positive

Ce taux mérite à peine d'être commenté tant il marque l'immense fossé qui sépare les indépendants et TPE du pouvoir politique.

Les commentaires assortis à ce jugement très sévère portent sur le thème “Ils ne savent pas ce qu'est une entreprise”.

Une variante de “Ils ne savent pas ce qu'ils font” sans pour autant être pardonnés.

Les principaux enseignements

Focus Annonces de F. Bayrou

À la suite du discours prononcé par François Bayrou le 15 juillet sur les grandes orientations budgétaires pour 2026, le SDI a mené une enquête flash auprès des chefs d'entreprise afin de mesurer à chaud leurs réactions. Les résultats sont sans appel : une très large majorité exprime un rejet global des mesures annoncées et une défiance prononcée envers la stratégie budgétaire du gouvernement.

Un rejet global et un profond sentiment d'injustice

Les chefs d'entreprise interrogés manifestent un mécontentement très marqué à l'égard du plan budgétaire présenté. En qualité de citoyens, 71 % déclarent avoir une opinion négative des orientations annoncées, et ce rejet reste massif même dans leur rôle professionnel, avec 64 % exprimant un jugement défavorable en qualité de dirigeants d'entreprise.

Ce résultat peut sembler paradoxal compte tenu du nombre de dispositions approuvées, nettement supérieur à celles rejetées.

Il convient néanmoins de souligner que les mesures approuvées portent le plus souvent sur des objectifs à atteindre (refonte des agences de l'État, contrôle des dépenses médicales, encadrement des arrêts maladie, incitation au travail, simplification administrative) lorsque les mesures négatives sont concrètes et influent directement sur le pouvoir d'achat de leur clientèle ou d'eux-mêmes.

De nombreux commentaires soulignent un ras-le-bol général face à ce qui est perçu comme une politique injuste, qui ponctionne prioritairement les actifs et les petites entreprises tout en préservant les privilèges de l'État. L'impression dominante est celle d'une énième série de mesures budgétaires punitives, sans aucune réforme structurelle sérieuse.

Le rejet massif des mesures touchant le pouvoir d'achat

Les mesures visant à freiner les dépenses sociales rencontrent une opposition frontale.

Le gel des pensions de retraite est rejeté par 71 % des chefs d'entreprise, tout comme le gel des prestations sociales (72 % contre). Le gel du barème de l'impôt sur le revenu suscite également une majorité d'opinions défavorables, avec 55 % d'opposants.

La réforme de l'abattement fiscal sur les pensions de retraite, qui prévoit de remplacer l'abattement actuel de 10 % par un abattement forfaitaire de 2 000 € est rejetée par 69 % des chefs d'entreprise, beaucoup y voyant une mesure injuste pour les retraités de la classe moyenne.

La proposition de doubler la franchise annuelle sur les médicaments est aussi très mal perçue, avec 70 % d'avis défavorables, les chefs d'entreprise redoutant des effets délétères sur la santé publique et sur la consommation des ménages.

Ces résultats traduisent une forte inquiétude sur l'érosion du pouvoir d'achat, que les dirigeants jugent déjà fragile.

L'inadéquation de la proposition visant à augmenter la production

La suppression de deux jours fériés est l'une des mesures les plus mal acceptées, **rejetée par 72 %** des répondants, avec de nombreuses critiques sur une politique qui pénalise « toujours ceux qui travaillent ».

De fait, selon la DARES, un entrepreneur individuel classique travaille d'ores et déjà 253 jours par an contre 206 pour un salarié.

Ajoutons que, à ce stade, rien n'indique que ce dispositif soit indolore pour les entreprises, via notamment une augmentation de la taxe sur les salaires.

Une volonté de recentrer les efforts sur la réduction de la dépense publique

Si les mesures touchant aux dépenses sociales sont rejetées, plusieurs **propositions visant à réduire les coûts de fonctionnement de l'État** suscitent au contraire une large adhésion. Ainsi, la fusion ou suppression des agences publiques est plébiscitée par 87 % des répondants, qui dénoncent la lourdeur administrative et les doublons bureaucratiques.

L'encadrement des arrêts maladie obtient un soutien très fort, avec 91 % d'avis favorables, signe d'une exaspération face aux abus perçus dans le système actuel.

De même, 79 % soutiennent **la mise en place d'une taxe sur les petits colis** en provenance de pays extra-européens, exprimant à la fois des préoccupations économiques et environnementales.

Enfin, la proposition de **dresser une liste des simplifications administratives prioritaires** reçoit un accueil quasi unanime avec 97 % de soutien, illustrant une demande pressante de simplification et de réduction des charges bureaucratiques.

Une attente de vraies réformes structurelles et une profonde défiance politique

Les réponses font clairement apparaître une demande de réformes structurelles plutôt que de mesures budgétaires ponctuelles perçues comme injustes.

De nombreux dirigeants déplorent un manque de courage politique pour s'attaquer au cœur des dépenses publiques, notamment le train de vie de l'État et le poids de l'administration centrale.

Ils dénoncent une logique consistant à « toujours faire payer ceux qui travaillent », en particulier les petites entreprises et les classes moyennes.

Cette frustration s'accompagne d'une profonde défiance envers la capacité du gouvernement à faire adopter ce plan, beaucoup soulignant qu'il n'y a pas de majorité parlementaire pour le soutenir.

Pour nombre de chefs d'entreprise, ces annonces ne font que renforcer leur sentiment d'abandon et leur défiance vis-à-vis des institutions.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

contact@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97